



PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Châteauroux, le 15 octobre 2014

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

PARC EOLIEN

Communes de Saint Chartier et de Saint  
Août

**Objet :** Dossier de demande d'autorisation d'exploiter le projet de Centrale Eolienne Chassepain, sur le territoire des communes de Saint Chartier et de Saint Août (36).

**PJ :** - Plan de masse

- Projet d'arrêté préfectoral

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Par lettre déposée en préfecture de l'Indre le 22 décembre 2011, Monsieur Xavier Barbaro, agissant en qualité de représentant de la société « CENTRALE EOLIENNE CHASSEPAIN », a sollicité l'autorisation d'exploiter un parc éolien sur le territoire des communes de Saint Chartier et de Saint Août (Indre). A cet effet, une demande, à laquelle ont été notamment annexées une étude d'impact, des plans, une notice hygiène et sécurité, une étude de dangers et un résumé non technique a été déposée à la préfecture de l'Indre.

Suite au courrier du 19 juillet 2012 de l'inspection des installations classées, notifiant au pétitionnaire le caractère incomplet et irrégulier de son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, une version consolidée a été déposée par le pétitionnaire à la préfecture de l'Indre le 3 décembre 2012. La nouvelle version présentant encore des manquements bloquant sa recevabilité, l'inspection des installations classées en a informé le demandeur par courrier du 30 avril 2013. Une ultime version consolidée de demande d'autorisation d'exploiter a été déposée à la préfecture de l'Indre le 14 juin 2013. Le dossier de demande ainsi complété a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 12 juillet 2013.

## 1 OBJET DE LA DEMANDE

### 1.1 Nature et volume des activités

L'installation projetée relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique suivante :

Rubrique	Alinéa	AS,A,E, D,NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Hauteur de mât
2980	1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	10 aérogénérateurs	Hauteur du mât d'au moins un des aérogénérateurs	≥ 50 m	≥ 50 m

A autorisation

### 1.2 Le demandeur

La société par actions simplifiées Centrale Eolienne Chassepain, dont le siège social est situé 4 rue Euler à Paris (75008), est une filiale à 100 % de la société NEOEN Services, elle même filiale à 100 % de NEOEN S.A.S.

Le groupe NEOEN est détenu par la société de gestion Crédit Agricole Private Equity (43,8 % du capital) et par la société IMPALA SAS (56,2 % du capital), dont l'actionnaire unique est Monsieur Jacques Veyrat.

Le groupe NEOEN est spécialisé dans le développement, la construction et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. Le groupe s'est diversifié dans les domaines du photovoltaïque, de l'éolien, terrestre et marin, et dans celui de la production d'énergie à partir de biomasse.

A la fin de l'année 2013, le groupe gérait en France un actif de parcs éoliens représentant une puissance installée de 36 MW. Par ailleurs, plusieurs projets éoliens sont actuellement à l'étude, notamment en région Centre, pour un objectif de puissance totale de 350 MW.

Le groupe compte 55 ingénieurs, chefs de projet et experts répartis au sein des différentes filières énergétiques. NEOEN est par ailleurs implanté en Australie, au Portugal et au Mexique.

Le demandeur a déposé une demande de permis de construire pour chaque aérogénérateur du parc.

La société Centrale Eolienne Chassepain SAS n'est pas propriétaire des terrains sur lesquels les aérogénérateurs doivent être implantés, mais le pétitionnaire a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées notamment sur leur remise en état après exploitation.

### 1.3 Description de l'établissement et historique administratif

#### Installation

L'installation se compose de :

- o 10 aérogénérateurs, identifiés E1 à E10 ;
- o 2 postes de livraison, implantés le long de la route départementale RD 28e.

Le pétitionnaire n'a pas arrêté de modèle d'aérogénérateurs dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter. L'engagement porte sur un gabarit maximal des aérogénérateurs en bout de pâles de 150 m de hauteur et sur une puissance unitaire maximale de 3 MW. Les impacts paysagers étant évalués sur la base d'un diamètre de rotor de 112 m, cette donnée entre également dans les limites dimensionnant le projet.

Le parc éolien, d'une puissance totale maximale de 30 MW, permettra la production annuelle estimée de 61 000 MWh.

Sous réserve de l'accord d'ERDF et des capacités d'accueil suffisantes, le parc éolien sera raccordé via une liaison enterrée au poste source de La Châtre, situé à environ 13 km du parc éolien. Les coûts inhérents à ce raccordement sont à la charge du pétitionnaire.

### Implantation

Le présent projet de parc est situé sur le territoire des communes de Saint Chartier et de Saint Aôut, dans l'Indre, selon la répartition suivante :

- Sur la commune de Saint Chartier, les aérogénérateurs n° E1 à E5 et E8 à E10 ainsi que les 2 postes de livraison ;
- Sur la commune de Saint Aôut, les aérogénérateurs n° E6 et E7.

Le parc éolien est situé dans le Sud Est du département de l'Indre, à l'interface entre la Champagne Berrichonne, marqué par un environnement rural à dominante céréalière, et le Bolschaut Méridional, caractérisé par un environnement bocager d'élevage. L'aire d'implantation, en retrait par rapport à la ligne de cuesta qui borde la rive droite des rivières de l'Indre et de la l'igneraie, se caractérise par un paysage au relief peu prononcé, constitué de parcelles agricoles de taille intermédiaire ponctués de massifs boisés et d'arbres isolés.

Les communes sont identifiées comme favorables au développement de l'énergie éolienne d'après le Schéma Régional Eolien annexé Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie du Centre, validé par le Préfet de région par arrêté préfectoral n°12.120 du 28 juin 2012. Il est situé dans la zone n° 15 dite « Champagne Berrichonne et Bolschaut Méridional ».

Le parc est positionné au Sud du bourg de Saint Aôut et au Nord de celui de Saint Chartier. Les machines sont disposées selon 3 linéaires parallèles, de respectivement trois, deux et cinq aérogénérateurs.

L'aire d'implantation du parc est exempte de zone environnementale protégée. Les zones sensibles les plus proches sont :

- la ZNIEFF de type II n° 240031234 dite « Haut bassin versant de l'Indre » située à environ 2,5 km de l'aire d'implantation du parc ;
- la ZNIEFF de type I n° 240030103 dite « Prairies humides de la fontaine à Cartier » située à environ 7,1 km de l'aire d'implantation du parc.

### **1.4 Principe de fonctionnement**

La production d'électricité éolienne repose sur la transformation d'une énergie mécanique (le vent actionnant le mouvement des pales) en énergie électrique.

Les pales de chaque aérogénérateur tournent à une vitesse comprise entre 6 et 17 tours par minute. Le mouvement lent du rotor est ensuite accéléré par un multiplicateur et l'énergie mécanique créée est transformée en énergie électrique par le générateur. L'électricité ainsi produite à une tension d'environ 690 volts est traitée grâce à un convertisseur puis la tension est augmentée à 20 000 volts par un transformateur installé au niveau de la nacelle ou au pied du mât. L'électricité est acheminée par câble enterré jusqu'au poste de livraison où elle transite avant d'être injectée sur le réseau public via le poste source.

### **1.5 Cadre administratif de l'instruction**

En application du décret n° 2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées, les éoliennes terrestres sont inscrites au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le fonctionnement d'un parc éolien est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces dispositions ont pour objet de maîtriser les risques et les nuisances de l'installation sur les enjeux visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Les principaux impacts susceptibles d'être générés par les éoliennes terrestres portent sur :

- Le paysage et le patrimoine culturel,
- Le bruit,
- La navigation aérienne et les équipements radar,
- L'avifaune et les chiroptères,

- Et dans une moindre mesure les sols et les eaux souterraines, principalement dans le cadre des phases transitoires de construction/déconstruction des installations et des opérations de maintenance.

La remise en état du site dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation incombe à l'exploitant en application de l'article L. 553-3 du code de l'environnement. Les conditions de remise en état sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

La société Centrale Eolienne Chassepain SAS s'est engagée, dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, à respecter l'ensemble des prescriptions imposées par l'arrêté sus-visé.

## 1.6 Contraintes d'implantation

Les aérogénérateurs et les postes de livraison sont implantés sur les parcelles n° B 200, B242, B 330, G 100, G 152, G 44, G 36, G 184, G 190, G 24, B 288 et G 38. Les communes de Saint Chartier et de Saint Aout ne disposent pas de document d'urbanisme, ce qui suppose que c'est le Règlement National d'Urbanisme (RNU) qui s'applique. La commune de Saint Aout dispose d'une carte communale précisant les modalités d'application du RNU. Le présent projet de parc éolien est compatible avec les règles d'urbanismes applicables aux deux communes.

Le demandeur a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées. Ces autorisations concernent l'utilisation et les conditions de remise en état des parcelles au terme de l'exploitation de l'installation.

Les contraintes d'implantation des aérogénérateurs sont définies par la section 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application des articles 3 et 5 de l'arrêté sus-visé, la présente installation est implantée de telle sorte que les aérogénérateurs du parc soient situés :

- A plus de 500 m des premières constructions à usage d'habitation, immeubles à usage d'habitation ou des zones destinées à l'habitation telles que définies dans les documents d'urbanisme opposables en vigueur au 13 juillet 2010. Les constructions à usage d'habitation les plus proches de l'installation sont situées à 560 m de l'aérogénérateur E6. Il s'agit du hameau de La Font, sur le territoire de la commune de Saint Aout.
- A plus de 300 mètres d'une installation nucléaire de base visée par l'article 28 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire ou d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à l'arrêté du 10 mai 2000 en raison de la présence de produits toxiques, explosifs, comburants et inflammables. L'ICPE la plus proche de l'installation est située sur le territoire de la commune de Saint Aout, à plus 2,5 km de l'aérogénérateur n°E6 (élevage).
- A plus de 250 mètres d'un bâtiment à usage de bureaux.

En application de l'article 4 de l'arrêté du 26 août 2011, la présente installation respecte les distances minimales d'éloignement pour prévenir les perturbations de fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisées dans le cadre des missions de sécurité, de la navigation aérienne militaire et de la sécurité météorologique des personnes et des biens. A ce titre, le présent projet a reçu les avis favorables de l'Armée de l'Air (avis du 23 avril 2010 et du 24 octobre 2011) et de Météo France (avis du 18 février 2010 et du 30 août 2011).

Les radars civil et militaire les plus proches du parc sont situés respectivement à 66 km et 32 km. Il s'agit du radar Météo France de Bourges et de la base militaire de Rosnay, située en Brenne.

Par ailleurs, concernant la navigation aérienne civile, le présent projet a reçu par ordre chronologique les avis suivants :

- Avis favorable de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), daté du 23 février 2010 ;
- Avis défavorable de la DGAC, daté du 20 septembre 2011, motivé par l'incompatibilité avec les aires de protection de la MSA de l'aérodrome de Bourges ;
- Avis favorable du directeur d'exploitation de l'aéroport de Bourges, daté du 25 novembre 2011, considérant que la MSA peut-être relevée de 200 pieds pour permettre de rendre compatible les contraintes d'approche de l'aérodrome avec le présent projet de parc éolien ;

- Avis favorable de la DGAC, daté du 26 mai 2014, motivé par le changement de technologie du VOR et par les conclusions de l'étude technique confirmant la compatibilité du VOR avec le présent projet.

## 2 PROCEDURE D'INSTRUCTION

### 2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 17 septembre 2013 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier mis à l'enquête publique.

L'avis de l'autorité environnementale souligne en particulier les aspects suivants sur la qualité globale de l'étude d'impact :

- Le projet est décrit de manière claire, en résumant ses principes, les étapes de sa conception, les composantes techniques et les modalités de construction des parcs éoliens ;
- Le choix retenu portant sur la variante à 10 éoliennes est correctement argumenté comme étant celui qui aura le moindre impact environnemental, notamment sur l'enjeu de biodiversité (éloignement vis-à-vis des zones sensibles) ;
- Le raccordement potentiel entre les deux postes de livraison situés à proximité des éoliennes et le poste source situé à La Châtre à environ 14 km est bien décrit.

Sur la qualité de la prise en compte des impacts du projet :

- Les incidences de la phase chantier sont décrites avec précision et les mesures proposées pour en réduire les impacts sont adaptées et proportionnées et leur effectivité garantie par l'élaboration d'une charte de qualité environnementale ;
- L'autorité environnementale note que les choix effectués, la description des impacts et les mesures proposées sont proportionnés et adaptés aux différents enjeux de biodiversité, de patrimoine paysager et historique et de bruit ;
- Vis à vis du paysage et du patrimoine :
  - La description paysagère a été réalisée de manière sérieuse et approfondie ;
  - Afin d'évaluer les impacts, des photomontages clairs et commentés ont été effectués. Toutefois, il aurait été judicieux de présenter des photomontages à « feuilles tombées » afin d'apporter l'information la plus complète possible ;
  - Le dossier démontre que la configuration choisie pour le parc éolien en trois lignes droites, avec un espacement relativement régulier est lisible et harmonieux à l'échelle du grand paysage ;
  - L'impact pour les habitations proches reste limité par l'existence de nombreux écrans végétaux ;
  - Le dossier démontre que le projet ne sera pas visible depuis la majorité des monuments historiques notamment depuis le domaine de Georges Sand (château et jardin) ;
  - En revanche, des visibilité et/ou co-visibilités seront possibles depuis le château d'Ars (terrasse et fenêtres du 1<sup>er</sup> étage) et du château de Sarzay (haut des tourelles) mais de façon limitées étant donné la distance (9-10 km). Depuis le château de Saint-Chartier (à 4 km) des visibilité seront possibles mais aucune prise de vue n'a pu être présentée pour le confirmer ou l'infirmer (Château privé en cours de restauration) ;
  - Des covisibilités restent toutefois possibles entre le haut des clochers des principales églises proches ;
  - Le dossier démontre à juste titre que le projet n'interfère avec aucun autre projet connu ;
  - Le dossier démontre que la topographie et les écrans végétaux existants rendent les covisibilités avec d'autres parcs connus très limitées.
- Vis à vis du bruit :
  - Les données obtenues suites aux mesures du bruit ambiant permettent de constater un environnement sonore calme ;
  - L'étude sur le bruit prend en compte les sept lieux d'habitation les plus proches des éoliennes prévues ;
  - Sur la base des données de bruit initiales et des caractéristiques des éoliennes, la modélisation acoustique conclut à des dépassements des émergences sonores réglementaires de nuit dans certaines conditions de vent ;
  - l'étude préconise de manière adaptée l'arrêt et/ou le bridage de l'ensemble des éoliennes permettant ainsi de satisfaire les niveaux sonores réglementaires.

- Vis à vis de l'avifaune et des chiroptères :
  - L'état initial de l'environnement, basé sur des inventaires de terrain effectués sur un cycle annuel complet aux périodes favorables, décrit et localise précisément les milieux naturels, la faune et la flore locales ;
  - Le projet a pris convenablement en compte ces enjeux ;
  - Le projet démontre correctement qu'il n'aura pas de conséquence significative sur l'état de conservation du site Natura 2000 « Coteaux, bois et marais de la Champagne Berrichonne ».

## 2.2 Déroulé de l'enquête publique

L'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral n° 2013280-0002 en date du 7 octobre 2013 s'est déroulée du 12 novembre 2013 au 14 décembre 2013 inclus. L'enquête publique a concerné les communes de l'Indre suivantes : Saint Chartier, Saint Aôût, Sassierges Saint Germain, Ambrault, Bommiers, Pruniers, La Berthenoux, Thevet Saint Julien, Verneuil sur Ignerale, Nohant Vic, Moutipouret, Mers sur Indre et Ardentes.

Lors de cette enquête publique, 22 personnes se sont déplacées en mairie pour consigner des observations dans les registres tenus à disposition, avec une très nette majorité de contributions recueillies à Saint Chartier. Par ailleurs, 3 lettres ont été adressées au commissaire enquêteur. Enfin, un dossier a été transmis à la mairie de Saint Chartier par le maire de Saint Georges sur Arnon, à l'intention du commissaire enquêteur.

Sur la qualité des avis remis, l'essentiel sont favorables. Seuls 3 avis présentent un caractère défavorable et émanent de riverains au projet et du vice-président de l'association Indre Nature.

Il ressort de l'analyse des opinions exprimées que les thèmes qui cristallisent les avis défavorables sont :

- L'impact visuel pour les riverains les plus proches ;
- La dépréciation de la valeur des biens immobiliers ;
- Les nuisances acoustiques pour les riverains les plus proches ;
- Les impacts sur la flore et la faune avec une demande du respect des engagements fermes proposés par le pétitionnaire sur les actions préventives et curatives.

Les avis favorables mettent en avant les éléments suivants :

- L'intégration dans le paysage ;
- L'adéquation du projet avec l'objectif du Grenelle de l'Environnement sur les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique ;
- La convergence avec les autres pays européens en matière d'énergie ;
- L'absence de déchets et la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ;
- Le palliatif aux centrales nucléaires ;
- L'atout pour la commune ;
- La sécurisation de l'offre énergétique de la France
- La faible consommation de terres agricoles.

Notons parmi les avis favorables remis, celui du propriétaire du château de Saint Chartier.

## 2.3 Réponses apportées par le demandeur

Suite aux observations et interrogations exprimées lors de l'enquête publique et contenues dans le procès-verbal établi par le commissaire enquêteur, le pétitionnaire a remis un mémoire de réponse le 30 décembre 2013.

Les éléments de réponse fournis peuvent être synthétisés de la manière suivante :

Observations du public	Réponses du pétitionnaire
Impact visuel pour les riverains les plus proches	<p>L'étude sur le paysage a été confiée à un cabinet expert indépendant. Elle a été conduite par un paysagiste diplômé de l'école normale supérieure de paysage.</p> <p>Sur la base de photomontages, l'étude concède que l'installation sera visible depuis les hameaux les plus proches du parc éolien mais que la perception visuelle statique sera limitée pour les riverains compte tenu de la configuration architecturale des corps de ferme et de la végétation.</p> <p>Le pétitionnaire met en avant la configuration retenue, selon 3 axes, destinées selon lui à limiter la prégnance du parc sur le</p>

	<p>paysage.</p> <p>Par ailleurs, il s'engage à maintenir les haies et le milieu bocager dans le cadre des chantiers, afin de préserver les masques visuels naturels en place.</p>
Impact sur la valeur des biens immobiliers	<p>Le pétitionnaire renvoie vers deux études, menées sur deux territoires distincts, qui concluent à l'absence de dévaluation avérée des biens immobiliers, imputable à l'implantation de parcs éoliens.</p>
Nuisances sonores pour les riverains les plus proches	<p>L'étude acoustique a été réalisée par un bureau d'études indépendant, à la compétence reconnu sur les dossiers éoliens.</p> <p>Le pétitionnaire explicite les protocoles de mesure et de modélisation mis en œuvre et explique comment ce dernier s'affranchit de la notion de vent dominant.</p> <p>Les protocoles de mesure sur le terrain et de modélisation mis en œuvre sont conformes aux normes.</p> <p>L'étude conclut que l'installation respecte les seuils réglementaires en journée, et de nuit sous réserve de mettre en place un bridage selon des modalités modélisées par le bureau d'études, impliquant notamment l'arrêt de certains aérogénérateurs selon certaines conditions de vitesses de vent.</p> <p>Le demandeur s'engage à faire réaliser des mesures de niveau de bruit une fois le parc construit, avec les machines à l'arrêt et en fonctionnement. Il s'engage à réviser, au besoin, le plan de fonctionnement de l'installation.</p> <p>Enfin le pétitionnaire rappelle les sanctions auxquelles il s'expose en cas de non respect des seuils réglementaires imposés par la législation des ICPE.</p>
Impacts sur la flore et la faune - engagements fermes du pétitionnaire sur les actions préventives et curatives	<p>L'étude faune, flore et milieux naturels a été confiée à l'association Indre Nature.</p> <p>Le pétitionnaire s'engage à respecter les mesures préventives, les mesures de réduction des impacts et les mesures compensatoires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Choix d'implantation des aérogénérateurs respectant une distance d'éloignement d'au moins 50 m des haies et des arbres isolés et hors des zones de prairies remarquables identifiées par Indre Nature ;</li> <li>o Suivi de la mortalité pendant les 5 premières années puis tous les 10 ans (la réglementation prévoit un suivi au cours des 3 premières années puis tous les 10 ans) ;</li> <li>o Arrêt des aérogénérateurs entre ½ heures et 2 heures après le coucher du soleil, du 1<sup>er</sup> juillet au 15 octobre, pour des vents inférieurs à 6 m/s ;</li> <li>o Instauration d'un réseau de communes signataires d'une charte de bonnes pratiques en faveur des chiroptères dans un rayon de 10 km ;</li> <li>o Développement du réseau « Objectif zéro pesticide dans nos villes et nos villages » sur 2 communes ;</li> <li>o Participation au module chiroptère du programme « Vigie Nature » ;</li> <li>o L'intégralité des haies impactées dans le cadre du chantier seront soit recépées, soit arrachées, transplantées et replantées à l'issue des travaux.</li> </ul>

## 2.4 Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport de conclusions et d'avis établi le 17 janvier 2014, la commissaire enquêteur considère notamment que :

- Sur le plan du déroulé de l'enquête publique

Le commissaire enquêteur souligne que l'information effectuée par les voies réglementaires a été réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral ordonnant l'ouverture de l'enquête publique.

Il constate une quantité importante d'observations favorables au projet émanant des habitants de Saint Chartier et la quasi-absence d'observations provenant de Saint Aôl.

Par ailleurs, les réserves et oppositions proviennent des personnes occupant les habitations les plus proches de l'éolienne E1.

- Sur le plan de la qualité du dossier

Le commissaire enquêteur relève que les documents remis sont de qualité.

Néanmoins, le commissaire enquêteur considère que les photomontages présentent des vues avantageuses des paysages dans les quels les éoliennes dépassent de peu les sommets des massifs d'arbres bien feuillus.

- Sur le plan des impacts / nuisances et des mesures compensatoires

Le commissaire enquêteur retient que :

- Dans la mesure où le paysage d'implantation du parc éolien est en pleine mutation et tend à évoquer de plus en plus la campagne berrichonne, les éoliennes devraient être moins bien protégées par le paysage naturel, et donc plus visibles le temps passant.
- La zone géographique d'implantation des éoliennes s'avère posséder des « éléments remarquables de biodiversité » malgré un appauvrissement de la richesse de sa faune et de sa flore provenant des restructurations agricoles et paysagères intervenues les vingt dernières années.
- La prise en compte d'une distance de 50 m par rapport aux haies et aux grands arbres au lieu de 150 à 200 m autour des haies et des lisières forestières paraît acceptable en considération des mesures prises pour réduire l'impact de leur implantation et des mesures de compensation prévues.
- L'ensemble de ces mesures est de nature à préserver la biodiversité actuelle mais plusieurs d'entre elles, notamment celle qui concerne la protection des chauve-souris, affecteront la quantité d'énergie électrique produite en diminuant le temps de fonctionnement des éoliennes.
- Pour les habitations les plus proches des éoliennes, l'impact conjugué de la vue qu'ils en auront et des émergences acoustiques auxquels ils seront soumis, est de nature à remettre en question l'existence ou le positionnement de plusieurs d'entre elles, principalement E1, E6, voire E9.

En conséquence, le commissaire enquêteur émet un avis favorable assorti de 2 réserves :

- o Supprimer l'éolienne E1 en raison de sa proximité du hameau de Vinceuil qui se traduit par des émergences acoustiques de nature à brider son fonctionnement une partie de la nuit, et pour limiter l'effet encerclement susceptible d'être ressenti par les habitants de ce hameau ;
- o Déplacer ou supprimer l'éolienne E6 en raison de sa proximité du hameau de la Font (560 m) qui se traduit par des émergences acoustiques de nature à brider son fonctionnement une partie de la nuit.

Par ailleurs, le commissaire enquêteur formule 4 recommandations :

- o Pendant la phase d'installation : tenir les engagements écrits dans le dossier, en particulier en mettant effectivement en œuvre les mesures de compensation et de suspension de l'activité du chantier ;
- o Pendant la phase d'exploitation : inciter les exploitants à conserver les haies afin de limiter l'impact visuel des éoliennes, et respecter dans la durée les limitations prévues de fonctionnement des éoliennes ;
- o Informer la communauté de communes de La Châtre et Sainte Sévère, de l'organisation de l'enquête publique en lui communiquant le dossier de l'enquête ;
- o De manière plus générale, rendre plus lisible les publications effectuées dans la presse locale en mettant en évidence l'objet de l'enquête.



Notons que le commissaire enquêteur demande de ne pas donner un caractère prioritaire à la réalisation de ce parc éolien considérant qu'il constituerait une empreinte décalée du XXIème siècle sur le territoire de George Sand.

## **2.5 Avis des conseils municipaux**

Toutes les communes situées dans le rayon d'enquête publique de 6 km ont été consultées. Sur les 13 conseils municipaux ayant délibérés sur le projet :

- 10 ont émis un avis favorable : Thevet Saint Julien (à l'unanimité), Moutipouret (répartition des voix non précisée), Mers sur Indre (à l'unanimité), Sassièrges Saint Germain (à l'unanimité), Nohant Vic (12 voix pour, 1 abstention), Pruniers (à l'unanimité), Bommiers (répartition des voix non précisée), Ambraut (répartition des voix non précisée), Saint Août (répartition des voix non précisée), Saint Chantier (8 voix pour, 2 abstentions), .
- 1 a émis un avis défavorable : Verneuil sur Ignerale (2 voix pour, 6 contre et 1 abstention).

L'inspection des Installations classées n'a pas été destinataire des avis des conseils municipaux des communes de La Berthenoux et Ardentes.

En conséquence, une nette majorité des conseils municipaux des communes est favorable au présent projet éolien.

Le conseil municipal de Verneuil sur Ignerale ne motive pas son avis défavorable.

## **2.6 Avis des services de l'Etat**

L'inspection des Installations classées n'a pas été destinataire des avis des services de l'Etat autres que ceux détaillés ci-dessous.

### **Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Indre**

Par lettre du 31 octobre 2013, le SDIS de l'Indre informe que le présent projet appelle les observations suivantes :

- Sur les conditions d'accès des secours, le SDIS demande à être destinataire d'un jeu des plans définitif avec l'accès de chaque aérogénérateur et des postes de livraison, par des voies utilisables par les engins de secours, et des espaces libres au sens de l'article CO2 du règlement de sécurité (arrêté du 25 juin 1980) ;
- Sur la défense interne contre l'incendie, le SDIS demande la mise en place de 3 extincteurs adaptés aux risques, positionnés respectivement dans le pied de la tour à côté de la porte fermée, au niveau de la première plate-forme à gauche de l'échelle et dans la nacelle au niveau de la colonne de la grue. La même demande est formulée pour les postes de livraison, avec des appareils adaptés aux risques ;
- Sur les servitudes liées aux infrastructures sapeurs-pompiers, le SDIS demande au pétitionnaire de vérifier auprès du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication (S.I.D.S.I.C) la compatibilité de son installation avec les éventuelles servitudes liées aux réseaux de transmission de son service.

### **Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)**

Par lettre du 4 novembre 2013, l'INAO a indiqué que l'activité projetée n'a aucune incidence sur les AOP « Valençay » et sur les aires des IGP « Val de Loire », « Volailles du Berry », « Veau du Limousin », « Agneau du Limousin » et « Porc du Limousin » aux quelles appartient les territoires des communes de Saint Chantier et de Saint Août. En conséquence, l'INAO ne formule aucune objection au présent projet.

## **3 MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT**

### **3.1 Impacts liés au projet**

Le pétitionnaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions réglementaires prévues au titre du code de l'environnement et propose d'appliquer des dispositions complémentaires afin de réduire les impacts et nuisances de son installation.

#### **Impact sur l'air**

En fonctionnement, ce type d'activité ne génère pas d'émission polluante dans l'atmosphère (poussières, particules toxiques...).

Les impacts sur la qualité de l'air sont limités dans le temps et liés à la phase de travaux. Il concernent :

- o L'envol de poussières, majoritairement si le chantier est réalisé en période sèche ;
- o L'émission de gaz d'échappement par les engins de construction/déconstruction.

Le pétitionnaire s'engage à veiller à ce que les engins d'exploitation soient régulièrement entretenus. Par ailleurs, le demandeur s'engage à inscrire les distances d'éloignement, parmi les critères de sélection des fournisseurs (bétons, matériaux de terrassement, ...) et des sites agréés d'évacuation des déchets. Concernant l'envol de poussière, le pétitionnaire privilégiera l'emploi de matériaux de forte granulométrie pour le renforcement des chemins d'accès et la création des aires de montage. Le nettoyage des voies d'accès sera placé sous sa responsabilité.

#### Impact sur les eaux

Le site est situé dans le bassin versant du Cher. Il n'y a pas de cours d'eau pérenne dans l'aire d'implantation du parc éolien. Deux cours d'eau à fonctionnement saisonnier, prenant leur source respectivement au Nord et au Sud de l'aire d'implantation. Ces rus à caractère agricole drainant les terrains de culture environnant sont raccordés à des étangs.

Le parc repose sur des formations calcaires, partiellement décalcifiées, d'âge Jurassique. Ces formations constituent un aquifère multicouche à caractère karstique, portant une nappe d'eau souterraine. Cette ressource est exploitée pour des usages d'alimentation en eau potable au droit de la commune de Saint Aôût (ouvrage le plus proche à 2,5 km au Nord de l'aire d'implantation) et pour des usages privés (ouvrage le plus proche à 700 m au Sud de l'aire d'implantation). Le périmètre d'implantation du projet ne se trouve pas dans une zone prioritaire d'alimentation en eau potable sensible aux pollutions.

Le projet en tant que tel ne nécessitera aucun prélèvement d'eaux de surface ou souterraine, aussi bien en phase de travaux qu'en phase d'exploitation.

Les principales phases à risques concernent les périodes de chantiers de construction/déconstruction et les périodes de maintenance. En plus des dispositions réglementaires, le demandeur s'est engagé à :

- En phase de chantier,
  - Limiter la zone de stationnement des véhicules, ainsi que la zone d'entreposage des produits et des déchets à une aire principale et une base secondaire mobile, implantée sur l'éolienne en cours de construction ;
  - Interdire tout entretien des engins de chantier sur le site, sauf en cas de force majeure et dans ce cas sous réserve de la mise en place préalable d'une aire étanche ;
  - Interdire tout stockage de produits potentiellement polluants tels que des hydrocarbures et des huiles hydrauliques sur le site de construction des éoliennes. Le stockage et l'approvisionnement en carburants et autres produits nécessaires au fonctionnement des engins seront réalisés sur une aire dédiée, étanche et inaccessible en dehors des heures de chantier ;
  - Mettre à disposition des kits anti pollution tout au long du chantier afin de contenir un éventuel déversement ;
  - Gérer les déchets dans des containers adaptés au contenant, étanches et vidés régulièrement ;
  - Pour gérer les déchets issus du nettoyage des toupies de béton, mettre en place une fosse équipée d'un géotextile. Le contenu de la fosse sera curé au terme du chantier et évacué vers un centre agréé. La fosse sera ensuite rebouchée et re-végétalisée ;
  - Rédiger une procédure précisant la conduite à tenir en cas d'incident, incluant la liste des autorités à prévenir ;
  - Mettre en place une charte « chantier propre » à destination du constructeur, énonçant les mesures sus-visées.
- En exploitation, l'activité du parc n'est pas de nature à entraîner une pollution des eaux de surface et souterraines, ni en mode de fonctionnement normal ni en mode dégradé. A titre préventif, le demandeur s'engage à confier les interventions de maintenance à du personnel qualifié et formé à la gestion des produits présents dans les aérogénérateurs. Ce personnel disposera de matériaux absorbants afin de cantonner tout déversement accidentel de produits.

#### Impact sur les sols et le sous-sol

Les impacts sur les sols se limitent à l'occupation d'espaces nouveaux. Par ailleurs en phase de chantier, les excavations liées à la réalisation des fondations et le creusement des tranchées des réseaux de câblage sont autant d'opérations susceptibles de déstructurer le sol et de le rendre plus sensible à l'érosion sous l'action de l'eau et/ou du vent.

Le demandeur s'engage à limiter l'emprise des plate-formes de construction / déconstruction et de maintenance. Il veillera à limiter les changements d'usage des terres en privilégiant l'utilisation des chemins existants pour les pistes d'accès à l'installation.

Au terme de l'activité, les terrains seront remis en état dès la fin de l'exploitation de l'installation et quel que soit le motif de cessation de l'activité, sauf si leur propriétaire souhaite le maintien des aires de grutage et des chemins d'accès. Par ailleurs, le pétitionnaire prévoit un décapage sélectif des terres végétales destiné à isoler la couche humifère. Cette couche sera réutilisée lors de la remise en état des terrains afin d'optimiser la réintégration paysagère du site.

Concernant le contexte géologique spécifique, le pétitionnaire s'engage à réaliser une étude géotechnique avant de débiter les travaux, afin de dimensionner les fondations en fonction de la stabilité des terrains.

#### Impact lié aux déchets

Les installations en fonctionnement génèrent peu de déchets à l'exception des solvants, des huiles et des graisses usagées ainsi que du liquide de refroidissement.

Tout brûlage de déchets à l'air libre sera interdit.

#### Impact lié au bruit

Des points de mesure ont été implantés près des habitations riveraines afin de caractériser le niveau de bruit ambiant et d'évaluer sa compatibilité avec l'implantation du parc éolien.

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée par un bureau d'études expert en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs et de l'emplacement des habitations riveraines (habitations les plus proches de l'installation situées à 560 m de l'aérogénérateur E6 - hameau de La Font, sur le territoire de la commune de Saint Aôut). Dans la mesure où le pétitionnaire n'a pas arrêté le modèle de machines qui seront implantées, la modélisation a été réalisée à partir de la signature acoustique de la machine VESTAS V112, dont le caractère majorant est démontré.

L'étude conclut que le parc éolien respectera d'une part les niveaux d'émergence réglementaire vis à vis des habitations les plus exposées et d'autre part les niveaux sonores maximum admissibles :

- o de jour, indépendamment du régime de vents ;
- o de nuit, sous réserve de mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage, partiel ou complet, de certaines machines et sous certaines conditions de vents.

Le demandeur s'engage à :

- o mettre en place un plan de fonctionnement de son installation la nuit, lorsque les conditions de vents l'imposent, afin de réduire son impact acoustique et le rendre compatible avec les seuils réglementaires ;
- o réaliser des mesures acoustiques à la réception du parc, machines à l'arrêt et en fonctionnement afin de vérifier l'efficacité du bridage ;
- o modifier les conditions de bridage de l'installation dans l'hypothèse où les mesures effectuées à réception du parc l'imposeraient.

#### Impact lié aux vibrations

En fonctionnement, les aérogénérateurs peuvent engendrer de faibles vibrations qui sont transmises au sol par le mât puis les fondations et qui peuvent être renforcées par la nature du sous-sol. Néanmoins, la distance d'éloignement du parc par rapport aux habitations permet de s'affranchir de vibrations perceptibles par les riverains.

#### Impact lié aux ondes électromagnétiques

Les ondes électromagnétiques sont principalement liées au générateur présent dans la nacelle, aux postes de livraison et aux câbles électriques souterrains.

Ainsi, conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est implantée de telle sorte que les habitations ne soient pas exposées à un champ magnétique émanant des aérogénérateurs supérieur à 100 microteslas à 50-60 Hz.

#### Impact lié aux effets stroboscopiques

Le phénomène de battement d'ombre qui se produit au cours des périodes de l'année où le soleil est rasant et le ciel dégagé est très ponctuel. Une étude spécifique menée par le pétitionnaire et appliquée au contexte local permet de conclure que la durée maximale de perception d'effets stroboscopiques pour les riverains les plus proches n'excèdera pas 30 heures par an (estimation ne tenant pas compte

des différents masques tel que la végétation, l'aménagement des habitations, ...). Néanmoins, en cas de gêne avérée, le pétitionnaire s'engage à réaliser une expertise approfondie après la mise en service du parc éolien.

Par ailleurs, aucun bâtiment à usage de bureau n'est situé à moins de 250 mètres du parc.

#### Impact sur le paysage et sur le patrimoine

Le présent projet résulte d'une analyse itérative multicritères ayant conduit à éliminer 2 configurations des éoliennes sur les 3 étudiées. Le demandeur justifie dans son dossier, sur la base de cartographies et de photomontages comparatifs, les raisons pour lesquelles les scénarii d'implantation et de configuration ont été évincés. Le pétitionnaire justifie notamment la cohérence du présent projet par :

- Une répartition linéaire respectueuse des aménagements structurant le paysage (RD 940) ;
- Une distance inter machines régulière participant à une vision claire du projet ;
- L'exclusion d'une configuration avec des machines isolées afin de prévenir le mitage du territoire.

Selon le pétitionnaire, la forte présence d'écrans végétaux conduit à limiter les aires de visibilité du parc depuis les points de vue les plus proches et contribue à atténuer les perceptions visuelles éloignées. Par ailleurs, la configuration des bâtis, principalement composés :

- de corps de ferme structurés autour d'une cours interne dans la zone de plateau Nord ;
- d'habitats de coteau de la vallée de l'igneraie orientés vers la plaine (à l'opposé du projet de parc éolien) dans la partie Sud ;

réduit les impacts pour les riverains.

Néanmoins à titre majorant, sur de nombreux photomontages, les aérogénérateurs sont représentés schématiquement en surimpression afin de compenser l'absence de prises de vues à feuilles tombées.

Le parc éolien sera rarement observable en visibilité directe depuis le cœur des bourgs alentour, en raison de la topographie et des masques constitués par le bâti et la végétation.

En revanche, les points hauts et les pourtours des bourgs des communes offriront une vue d'ensemble sur le projet.

Depuis les hameaux isolés et les habitats dispersés, le pétitionnaire démontre que les fenêtres visuelles sur le parc éolien seront limitées grâce à la végétation (raretés des fenêtres offrant une vue d'ensemble sur le parc) ce qui limitera la perception des effets d'encerclement. Par ailleurs, depuis ces habitations, la mise en perspective de ces écrans boisés d'échelle intermédiaire et des machines du parc permet d'atténuer les effets d'écrasement visuel.

Les éléments patrimoniaux sensibles les plus proches du parc sont le Château de Saint Chartier (à environ 4 km du parc éolien), l'église de Saint Martin à Vicq (à environ 5 km du parc éolien), l'église et la croix monumentale à Montipouret (à environ 5,5 km du parc éolien), le domaine de Nohant et l'église de Nohant (à environ 6,5 km du parc éolien). Il s'agit de sites classés aux monuments historiques. A ces distances, la prégnance du parc peut perturber la lisibilité des monuments. Néanmoins, le pétitionnaire démontre que des vues sur le parc sont uniquement possibles depuis le haut des monuments publics (clochers des églises) non ouverts à la visite et depuis certaines fenêtres des étages du château de Saint Chartier (hypothèse n'ayant pas pu être vérifiée le bien étant privé et en cours de restauration). Concernant les monuments plus éloignés, pour lesquels la prégnance du parc est atténuée par la distance de recul vis à vis des enjeux, le pétitionnaire démontre que :

- Depuis le château d'Ars, situé à environ 9,5 km de la première machine, le parc sera partiellement visible depuis la terrasse de l'édifice et depuis les étages supérieurs ;
- Depuis l'église de Saint Martin à Thevet Saint Julien, située à environ 7 km du parc, des points de co-visibilité direct existeront ;
- Depuis l'église Saint Germain de Sassierges Saint Germain, à environ 9,5 km, des possibles points de co-visibilité indirecte existeront, notamment depuis la RD19 ;
- Depuis le château de Sarzay, situé à environ 9,5 km, le parc sera partiellement visible depuis les parties hautes du monument.

Au delà du choix de la configuration du parc et des caractéristiques des machines, afin de réduire l'impact paysager du projet, le demandeur s'engage à procéder à l'enfouissement de l'ensemble des lignes électriques de raccordement et à optimiser l'intégration des postes de livraison en les positionnant à proximité d'une structure végétale et en utilisant un revêtement de type bardage en bois.

#### Impact sur la faune

La réalisation de l'étude faune, flore et habitats a été confiée à Indre Nature. Cette étude met en évidence la présence d'enjeux forts, à la fois en terme d'avifaune, de chiroptères, de reptiles et d'amphibiens. L'habitat de chaque espèce est inventorié (zones humides, points d'eau, haies, lisières

forestières, vieux arbres creux) et pris en compte dès la conception du projet afin de prévenir les impacts inhérents à la phase de chantier de construction / déconstruction et à l'exploitation du parc.

L'étude d'Indre Nature conclut à la nécessité :

- A ne pas débuter les travaux de construction / déconstruction pendant la période allant du 15 mars au 1<sup>er</sup> août ou sous réserve de vérifier préalablement que des espèces remarquables ou protégées ne nichent pas dans le périmètre du chantier ou à proximité immédiate.
- Dans la mesure du possible, à préserver le réseau des haies, arbres isolés et boisements et, en cas d'impossibilité, de privilégier la conservation des arbres les plus matures et de compenser la perte d'habitats par la plantation de nouveaux arbres isolés et de linéaires de haies.
- A implanter les aérogénérateurs, les plate formes de maintenance et les chemins d'accès en dehors des zones remarquables (prairies enherbées, chemins existants bordés de vieux arbres, points d'eau et zones humides, ...).
- A respecter une distance minimale d'éloignement de 50 m entre les aérogénérateurs et les zones boisées afin de prévenir les risques de collision, notamment avec les chiroptères.
- A étendre la durée de suivi de la mortalité de l'avifaune et des chauves-souris à 5 ans (la réglementation impose un suivi une fois au cours des 3 premières années de fonctionnement de l'installation puis une fois tous les 10 ans). Ce suivi sera confié à un bureau d'études indépendant.
- En cas de mortalité avérée de certaines espèces migratoires sensibles, (1) à mettre en place des mesures de surveillance spécifiques (identification des périodes où certaines espèces d'oiseaux sont susceptibles de passer au niveau du parc éolien et des conditions météorologiques défavorables notamment celles de brouillard) et (2) à asservir le fonctionnement des éoliennes aux périodes de migration.
- A stopper le fonctionnement des machines entre une demi-heure et deux heures après le coucher du soleil, du 1<sup>er</sup> juillet au 15 octobre, lorsque les conditions de vitesses de vents sont inférieures à 6 m/s afin de réduire les risques de collision avec les chiroptères. Ce bridage sera réévalué en fonction des résultats de l'étude de suivi de la mortalité.
- De créer un réseau de communes signataires d'une charte de bonnes pratiques en faveur des chiroptères, destiné à inventorier leurs gîtes de vie et à promouvoir leur conservation et leur suivi.
- De réaliser un atlas communal du patrimoine naturel dans une commune de l'aire d'implantation du parc.
- D'accompagner deux communes dans le développement d'une démarche « Objectif zéro pesticide dans nos villes et nos villages » afin de préserver la ressource alimentaire notamment des chauves-souris.
- De contribuer à l'étude du statut de conservation des chiroptères dans les environs de la zone d'étude.

#### Impact sur les radars, les faisceaux hertziens et l'aviation

Le présent projet a fait l'objet d'un avis défavorable de la DGAC, daté du 20 septembre 2011, motivé par l'incompatibilité avec les aires de protection de la MSA (altitude minimale du secteur) de l'aérodrome de Bourges. La DGAC a levé sa réserve suite (1) à un courrier du directeur d'exploitation de l'aéroport de Bourges, daté du 25 novembre 2011, considérant que la MSA peut-être relevée de 200 pieds pour permettre de rendre compatible les contraintes d'approche de l'aérodrome avec le présent projet de parc éolien, et (2) à la modification des procédures d'approche de l'aérodrome, passant la MSA de 2 200 pieds AMSL à 2 400 pieds AMSL.

Le projet de parc éolien respecte les distances minimales réglementaires d'éloignement pour prévenir les perturbations de fonctionnement des radars météorologiques. Le radar de Météo France le plus proche est situé à 66 km (radar de Bourges). Le pétitionnaire justifie de l'avis favorable de Météo France remis par courriers du 18 février 2010 et du 30 août 2011.

Le projet bénéficie de l'avis favorable de l'Armée de l'Air rendu par courriers du 23 avril 2010 et du 24 octobre 2011. Le radar militaire le plus proche du projet est l'équipement de la base militaire de Rosnay, situé en Brenne à 32 km.

Le projet ne respecte pas la distance minimale réglementaire d'éloignement avec un radar de l'aviation civile. Il s'agit de la balise émettrice VOR LCA de La Châtre implantée à 12 km de l'installation. Néanmoins, le pétitionnaire justifie de l'avis favorable de la DGAC considérant que le changement de technologie du VOR et l'étude technique préalable confirme sa compatibilité avec l'implantation des aérogénérateurs sur le territoire des communes de Saint Chartier et Saint Aout (courrier de la DGAC, daté du 26 mai 2014).

En réponse à l'avis remis par le SDIS de l'indre du 31 octobre 2013, la Zone de Défense et de Sécurité Ouest a été consultée. Elle confirme par courrier du 5 juin 2014 que l'aire d'implantation du présent projet de parc éolien est exempte de servitude radioélectrique ayant pour gestionnaire le Ministère de l'Intérieur.

#### Impact économique

La présence des aérogénérateurs reste compatible avec l'exploitation agricole des terres. Les terrains occupés feront l'objet d'une location visant à compenser la perte induite.

### **3.2 Risques liés au projet**

Au regard de l'étude accidentologique réalisée, il apparaît que les principaux risques identifiés sont l'effondrement de l'aérogénérateur, la projection de fragments de pale voire de pale entière, la projection de glace, la chute d'éléments de la machine ou de glace et l'incendie. Les données de caractérisation en terme de probabilité, de gravité et de cinétique sont déduites de l'accidentologie et sont adaptées au contexte local.

Les dispositions d'éloignement des enjeux et de contrôle de l'installation, prises conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 permettent de prévenir ces risques ou d'en rendre les conséquences acceptables.

### **3.3 Conditions de remise en état**

Le pétitionnaire s'engage à respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent qui prévoit que :

- Le site des installations soit placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site identique à celui déjà en place avant exploitation des installations, soit un usage exclusivement agricole.
- Qu'à ce titre, les opérations de démantèlement et de remise en état des installations définies à l'article R. 553-6 du code de l'environnement prévoient :
  1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, y compris le système de raccordement au réseau (postes de livraison et câbles de raccordement).
  2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :
    - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;
    - sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
    - sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.
  3. La remise en état qui consiste à décaisser des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
- Les déchets de démolition et de démantèlement doivent être valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Par ailleurs, en application des articles R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement, le pétitionnaire s'engage à constituer des garanties financières avant la mise en service industrielle de l'installation. Le montant initial de ces garanties financières est calculé, en application de l'article 4 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces garanties financières visent à couvrir les opérations de remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Elles résultent d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle.

### **3.4 Dispositions retenues dans le projet d'arrêté préfectoral**

Les conditions d'exploitation des parcs éoliens sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées

pour la protection de l'environnement. Elles s'appliquent donc de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société Centrale Eolienne Chassepain.

Cet arrêté ministériel fournit un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendamment des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter. A cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques et qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter annexé au présent rapport suit donc cette démarche.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'Etat consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances suivantes :

- Articles 2 et 3 – Les coordonnées Lambert des éoliennes et les caractéristiques techniques des machines garantissant :
  - le respect des distances d'éloignement vis à vis des enjeux, notamment des riverains, de la faune, de la flore et les contraintes radars et aéronautiques ;
  - la maîtrise de la prégnance du parc vis à vis du paysage.
- Article 7 – Les dispositions techniques permettant de garantir la préservation de la ressource en eaux, pendant les phases critiques des chantiers de construction / déconstruction et de maintenance de l'installation ;
- Article 8 – La mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit après réception du parc ;
- Article 9 – Les mesures liées aux phases de chantiers de construction / déconstruction et au fonctionnement de l'installation, destinées à protéger l'avifaune et les chiroptères notamment le bridage des aérogénérateurs et les études environnementales après réception du parc ;
- Article 10 – L'usage futur des terrains au terme de l'exploitation du parc éolien.

Par ailleurs, le projet d'arrêté reprend les recommandations suivantes exprimées dans le cadre de la consultation du public et des services de l'Etat :

- Article 5 – Respect des engagements pris par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter afin de répondre à la demande du commissaire enquêteur et du public ;
- Article 8 – Contraindre les délais de réalisation des mesures acoustiques à réception du parc afin de répondre aux remarques du public qui s'est exprimé dans le cadre de l'enquête ;
- Article 10 – Obligation d'information du SDIS de l'Indre de la mise en service industrielle du parc et transmission des documents nécessaires aux équipes d'intervention. Implantation des équipements de lutte incendie.

En revanche, le présent projet d'arrêté préfectoral ne reprend pas :

- La réserve du commissaire enquêteur demandant de « déplacer ou supprimer l'éolienne E6 en raison de sa proximité du hameau de la Font (560 m) qui se traduit par des émergences acoustiques de nature à brider son fonctionnement une partie de la nuit », considérant que le pétitionnaire démontre dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter que la mise en place d'un bridage permet de respecter le niveau de bruit et les émergences admissibles imposés par l'article 26 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des ICPE ;
- La réserve du commissaire enquêteur demandant de « supprimer l'éolienne E1 en raison de sa proximité du hameau de Vinceuil qui se traduit par des émergences acoustiques de nature à brider son fonctionnement une partie de la nuit, et pour limiter l'effet encerclement susceptible d'être ressenti par les habitants de ce hameau » considérant que :
  - le pétitionnaire démontre dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) que la mise en place d'un bridage permet de respecter le niveau de bruit et les émergences admissibles imposés par l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 sus-visé ;

- le pétitionnaire justifie dans son DDAE que l'aérogénérateur E1 respecte la distance d'éloignement de 500 m vis à vis de toute construction à usage d'habitation, de tout immeuble habité ou de toute zone destinée à l'habitation telle que définie dans les documents d'urbanisme opposables en vigueur au 13 juillet 2010 comme l'impose l'article 3 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 sus-visé ;
- le pétitionnaire fait ressortir, à l'appui de photomontages, que la présence des écrans végétaux limitent les perceptions visuelles du projet dans son ensemble depuis le hameau de Vineuil et donc la perception d'un effet d'encerclement.
- les observations exprimées par la DIRECCTE Centre, ces dernières relevant du code du travail ou étant couvertes par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 sus-visé. Ces observations ont été transmises au pétitionnaire, pour information, par l'inspection des installations classées.

#### AVIS DE L'INSPECTION

La société Centrale Eolienne Chassepain a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien composé de dix aérogénérateurs et de deux postes de livraison électrique, qui détaille les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux risques chroniques ou accidentels prévisibles des installations.

Le demandeur a apporté des éléments de réponse factuels et adaptés aux observations formulées par le public au cours de l'enquête publique.

Au regard des dispositions contenues dans le dossier du demandeur et des précisions complémentaires apportées au cours de l'instruction, il s'avère que des mesures compensatoires sont prévues pour limiter les nuisances et les risques générés par l'installation. C'est le cas notamment en ce qui concerne :

- l'impact sonore, avec d'une part la mise en place d'un plan de fonctionnement intégrant un bridage des aérogénérateurs à certaines plages de vent et à certaines périodes de la journée, et d'autre part la réalisation d'une étude acoustique après la mise en service des installations.
- l'impact sur les chiroptères avec notamment l'arrêt des machines pendant les périodes critiques.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le demandeur a pris convenablement en compte les enjeux et a prévu les mesures préventives et compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et les impacts de son installation, et d'en maîtriser les conséquences.

#### 4 CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Au vu des éléments fournis par la société Centrale Eolienne Chassepain dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'Etat et des réponses apportées par le pétitionnaire,

considérant :

- que les communes de Saint Chartier et Saint Aôut font partie de la liste des communes retenues dans la zone favorable au développement de l'énergie éolienne n° 15 - « Champagne Berrichonne et Boischaut Méridional » du Schéma Régional Eolien annexé au Schéma Régional Climat Air Energie de la région Centre approuvé par arrêté du 28 juin 2012 ;
- que le projet d'implantation des éoliennes prend en compte les enjeux locaux ;
- que le respect des dispositions de fonctionnement imposées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des ICPE permet de réduire les risques et les nuisances de l'installation projetée ;
- que les prescriptions de l'arrêté susvisé nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local et des conclusions de la consultation du public et des services de l'Etat, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
- que l'impact de l'installation sur le paysage bocager est mesuré, notamment en raison des écrans végétaux qui conduisent à limiter les aires de visibilité du parc depuis les points de vue les plus proches et contribue à atténuer les perceptions visuelles éloignées ;



- que la présence des écrans végétaux limite les perceptions visuelles du projet dans son ensemble et l'impression d'encerclement pour les habitations les plus proches du parc, notamment celles du hameau de Vinceuil ;
- que le parc éolien ne sera pas visible depuis les espaces publics des biens patrimoniaux classés aux monuments historiques situés dans un rayon de 8 km ;
- que le château de Saint Chartier, classé aux monuments historiques, est un bien privé non ouvert au public et que le parc éolien sera visible uniquement depuis les fenêtres des étages élevés du château ;
- que depuis les monuments historiques situés dans un rayon supérieur à 8 km, la prégnance du parc éolien est atténuée par la distance de recul vis à vis des enjeux et par les éléments boisés situés en position intermédiaire ;
- que les mesures matérielles et organisationnelles sur lesquelles la société Centrale Eolienne Chassepain s'est engagée pour préserver les eaux de surface et souterraines d'une pollution générée par l'installation, en phase de chantier et d'exploitation du parc éolien, sont proportionnées aux enjeux ;
- que les mesures préventives et correctives sur lesquelles la société Centrale Eolienne Chassepain s'est engagée, en phase de travaux et après la mise en service industrielle du parc éolien sont de nature à protéger l'avifaune et les chiroptères ;
- que le parc éolien respecte les seuils de niveau de bruit réglementaires en vigueur, sous réserve de mettre en place un plan de fonctionnement destiné à brider l'installation sous certaines conditions de vents et à certaines périodes de la journée ;
- que, eu égard à la proximité des zones à usage d'habitation, l'installation doit faire l'objet d'une campagne de mesures de niveaux de bruit après la mise en exploitation du parc éolien afin de confirmer les résultats de l'étude de modélisation acoustique remise dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter ;
- que des mesures spécifiques liées aux risques de l'installation sont à prescrire ;

l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société Centrale Eolienne Chassepain sur le territoire des communes de Saint Chartier et Saint Août.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Région Centre d'autoriser l'activité prévue par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 553-9 du Code de l'environnement, le présent rapport et les dispositions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter doivent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme,  
à monsieur le préfet de l'Indre,  
Pour le directeur,  
Le chef du département impact santé et stratégie  
de l'inspection

**Pièces jointes :**

- Plan de masse
- Projet d'arrêté préfectoral

**Copie à :** DREAL Centre – SEIR – UT 36